

Malgré des efforts de paix répétés faisant intervenir la Russie, la Turquie, l'OTAN, la CSCE et les Nations Unies, le conflit n'a cessé de s'amplifier à l'automne 1991 et en 1992. En février 1992, des combats acharnés conduisaient le commandant de la CEI à ordonner le retrait de la région des troupes soviétiques, prises entre deux feux, et la destruction des armes qu'elles ne pouvaient emportées. Début mai, les Arméniens lançaient une offensive et prenaient quelques villages clés. À la mi-mai, on rapportait que l'Arménie contrôlait un couloir terrestre jusqu'au Nagorny-Karabakh. L'Azerbaïdjan, en proie à une lutte intestine entre dirigeants parlementaires et responsables communistes, ne riposta pas pleinement avant la mi-juin, moment où il lança sur douze villages une contre-offensive qui donna lieu aux batailles les plus sanglantes à ce jour. À la mi-juillet, la situation dans la région restait tendue, malgré des pourparlers de paix qui se poursuivaient à Rome, sous les auspices de la CSCE.

#### *Moldavie*

En Moldavie, devenue *Moldova*, des heurts violents éclatèrent entre la population moldave et une minorité russe implantée dans la région du Dniestr. Des violences internes avaient secoué la Moldavie en octobre 1990, lorsque le Parlement moldave avait dénoncé l'indépendance proclamée par les Gagauz dans leur région (voir le *Guide 1991*). Dans le cas présent, c'est la proclamation d'indépendance par la région du Dniestr, le 2 septembre 1991, qui a mis le feu aux poudres. Cette proclamation intervenait après que le Parlement moldave s'était prononcé, le 27 août, en faveur de l'indépendance de la République. La minorité russe, persuadée que la Moldavie cherchera l'unification avec la Roumanie, ne veut pas être assimilée à l'opération. La Moldavie, naguère roumaine, avait été annexée en 1940, mais sa population reste majoritairement roumaine.

Le 1<sup>er</sup> mars 1992, l'attaque de la Garde nationale du Dniestr contre le siège de la police moldave donnait le signal d'un mois de heurts violents. Le 28 mars 1992, le président moldave décrétait l'état d'urgence et décidait d'assumer tous les pouvoirs afin d'enrayer la crise. Face à cette violence, l'Ukraine mobilisa ses gardes-frontières et la Roumanie déclara qu'elle aiderait la Moldavie à préserver son intégrité territoriale.

Le 1<sup>er</sup> avril, le président Boris Eltsine (Russie) annonçait que le 14<sup>e</sup> Régiment de gardes, stationné en Moldavie, ne relevait plus de la CEI mais était placé sous commandement russe. Ces troupes faisaient l'objet d'un litige entre les deux parties. D'une part, la Moldavie prenait leur présence pour une provocation